

POLITIQUES D'ACCÈS UNIVERSEL AU BÉNIN : vers des services haut débit abordable



Table Ronde A4AI-BJ

Cotonou, le 23 Janvier 2020

Objectifs de la table ronde



- Présenter et avoir un retour sur
 - a. les objectifs et la vision nationale pour le secteur, l'accès et service universel
 - b. l'analyse de l'état des lieux du secteur préparé par A4AI.
- Mettre en place une coalition nationale d'acteurs de tous les secteurs concernés, qui contribuera à l'élaboration et à la mise en œuvre des nouvelles politiques publiques d'accès et de service universel des TICs au Bénin, et élaborer son plan de travail.

Agenda



- Mots de Bienvenue
- Présentation du cadre de la collaboration Bénin - A4AI
- Présentation et analyse de l'état des lieux du secteur
- Mots des acteurs nationaux- les défis de l'accès et du service universel au Bénin
- Discussion sur l'état des lieux, identification des principales barrières à l'accès universel - *travaux en sous-groupes*
 - *Déjeuner*
- Objectifs et priorités stratégiques pour l'accès et le service universel au Bénin.
- Propositions initiales et revue en sous-groupes
- Présentation du travail et conclusions des groupes
- Validation des TDR et du mode de fonctionnement de la Coalition Nationale pour l'Accès et le Service Universel



Aperçu du projet

Trois domaines prioritaires

1. **Examiner et analyser en profondeur l'état actuel du secteur** des TIC, des cadres politiques et réglementaires en place, afin de développer une compréhension claire, et identifier ce qui entrave potentiellement la réalisation des objectifs d'accès universel et d'adoption/utilisation au Bénin.
2. **Définir une première série d'options et de recommandations** stratégiques en fonction des priorités, avec un calendrier de mise en œuvre, afin de soutenir le développement du secteur vers l'accès universel, et répondre aux objectifs de l'agenda numérique nationale.
3. **Élaborer la politique d'accès universel, le plan stratégique du Fonds d'accès universel (2020-2022)** et leurs plan d'action respectif, et ensuite soutenir leur mise en œuvre pendant la première année.

Processus - Méthodologie



1. Analyse des lois existantes, les politiques et réglementations connexes, les procédures et les pratiques
2. Consultations et réunions
3. Développement des notes conceptuelles pour commentaire
4. Projet de recommandations pour commentaires
5. Finalisation en fonction des commentaires reçus

NOTE: La coalition A4AI-Bénin sera l' espace de dialogue participatif pour toutes les parties prenantes impliquées dans le processus de conception, d'appui à la mise en œuvre des politiques, stratégies et plan d'action d'Accès Universel au Bénin. **A la fin de la réunion on présentera plus de détails sur mode de fonctionnement**

Livrables



- Rapport de démarrage
- Rapport d'analyse des besoins
- Rapport sur les options et recommandations
- Politique et la stratégie d'accès et service universel
- Projet de stratégie et plan d'action du Fonds d'accès et service universel
- Rapport final de la stratégie et plan d'action
- Rapport d'évaluation de la mise en œuvre
- Rapport final du projet

Tout au long du projet:

- rapports mensuels et réunions
- notes conceptuelles succinctes

Aperçu du secteur - Considérations préliminaires

Situation actuelle du Bénin



Certaines tendances dans l'adoption des TIC au Bénin méritent d'être soulignées en relations aux principaux domaines d'intervention de la politique publique:

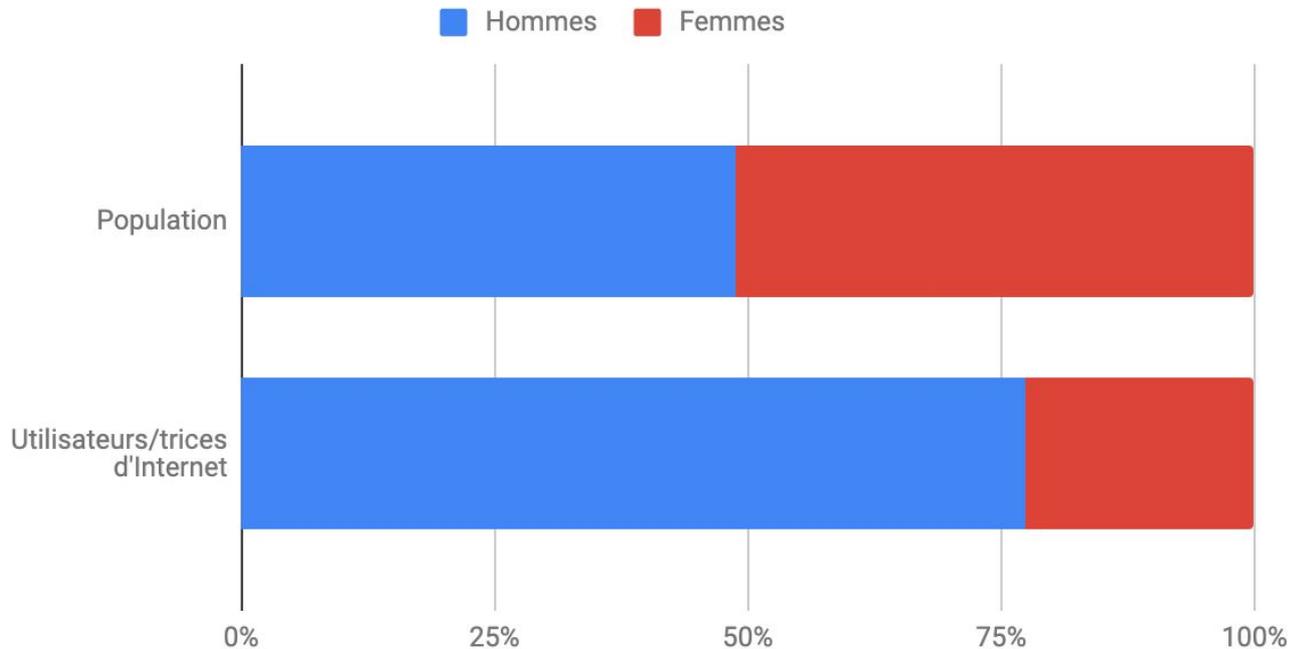
- 47,5% de la population a abonnement de téléphonie mobile, mais seulement 20% de la population utilise Internet
- La majorité des utilisateurs d'Internet se connectent via un service mobile - seulement 0,24% utilisent le haut débit fixe
- L'écart entre les sexes : 77% des utilisateurs d'Internet sont des hommes vs 23% des femmes

L'écart entre les sexes : 77% des utilisateurs d'Internet sont des hommes vs 23% des femmes



Le fossé numérique entre les sexes au Bénin

Source: Benin Census 2017, UN 2017, Afrobarometer 2019



Abordabilité au Bénin



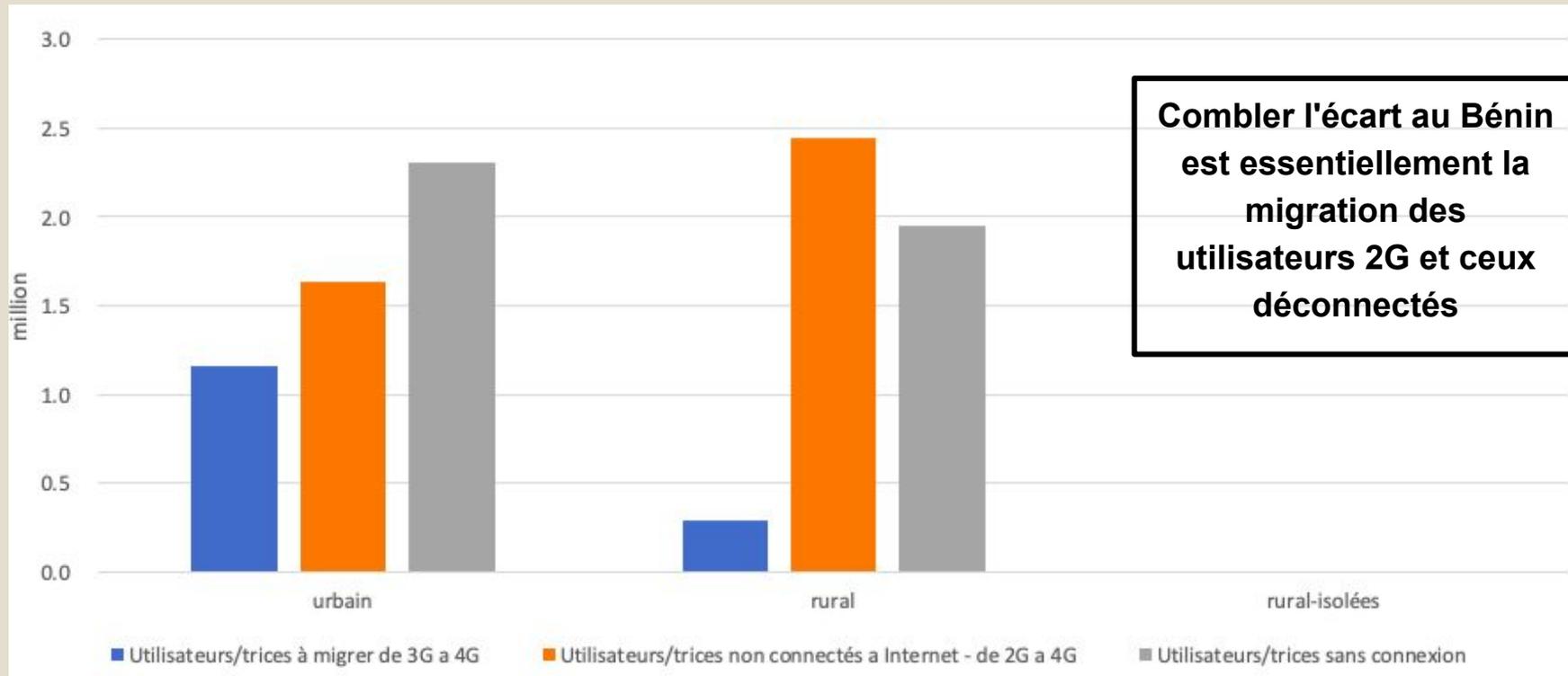
Evolution de Abordabilité des données au Bénin entre 2015 et 2019

	2015	2016	2017	2018	2019
<i>Prix 1 Go / revenu mensuel Moyen</i>	16,6%	16,5%	10,8%	7,8%	5,9%
<i>Changement d'Une année à l'Autre</i>		-0,6%	-34,5%	-27,8%	-24,4%

La fracture de l'accès universel au Bénin



Cible: 90% de la population > 10 ans avec un accès au haut débit (4G) d'ici 2030



Vers l'accès universel à l'horizon 2030: Analyse des défaillances du marché



- **Seulement environ 20% de la population couverte par les réseaux 4G utilise activement le haut débit;**
- **la demande rurale n'est actuellement pas adressée**, la pénétration 4G est nulle dans ce milieu;
- **La connexion des utilisateurs/trices dans les zones rurales générerait un déficit annuel de ~ 10 M \$**, Qui devra être compensée pour assurer la durabilité des services;
- **Diverses formes d'intervention seront nécessaires;** environ la moitié de l'investissement proposé irait dans des zones qui ne seront pas rentable dans le cadre du modèle d'exploitation existant.

Pour l'Accès universel à l'horizon 2030: Les besoins d'investissement



- **Le coût total des infrastructures (CAPEX + OPEX) pour atteindre l'accès universel à la connectivité sont estimés à ~ \$ 380 m;**
- ~ 1600 sites BTS 4G serait nécessaire, dont environ 70% correspond a la mises à niveau des sites existants
- La dorsale de fibre est en grande partie en place grâce à des déploiements récents; un autre ~ 500 km 1000 km de fibre seraient nécessaires pour densifier les réseaux métropolitains.
- Il sera nécessaire d'investir \$ 70 m dans la formation des compétences numériques et les contenu.

~ 10 millions utilisateurs/trices devront être connectés à la 4G d'ici 2030
pour atteindre l'accès universel, dont ~ 5 M dans les zones rurales

L'accès universel à l'horizon 2030: le rôle de La Poste



1. La Poste du Bénin a 110 bureaux dans tout le pays, censées couvrir 90% de la population. 76 agences sont interconnectés avec Cotonou (usage interne).
2. Il y a 14 Centres d'Accès aux Communautaires TICs (CCATIC) installés avec le soutien financier ABSU-CEP dans des localités sélectionnées pour offrir des services Internet, services multimédia et formations (de ceux-ci, 4 et 10 utilisation micro-stations GSM avec MTN).
3. Les rapports font état qu'une partie de ces centres ont des vitesses de connexion trop lentes, d'autres des problèmes de pertinence et durabilité, et certains peinent à mettre en places des formations-domaines à analyser pour amélioration.

Bureaux postaux et CCATIC ont un potentiel énorme en tant que fournisseurs d'accès et de connectivité. L'expérience des services bancaires à travers les bureaux de poste présente de bonnes opportunités.

Cadre politique TIC et réglementaire au Bénin



Comparaison des résultats l'indice de facteurs relatifs à l'abordabilité (ADI) 2019

	ADI Général	Sous-index Accès	Sous-Index Infrastructure
Benin	56.3	57.1	50.9
Afrique occidentale	47.6	51.7	39.6
Afrique	47.3	51.4	39.4
Tous les pays de revenus bas ou moyens	52.9	56.6	45.1



Analyse préliminaire du cadre légal, réglementaire et institutionnel pour l'accès et le service universel (ASU)

Contexte a considerer



- Contexte régional
 - CEDEAO: Acte adicional sur l'accès universel
 - Union Africaine: [La stratégie de transformation numérique pour l'Afrique](#) (2020-2030)
- *Plan National du Développement 2018-2025*
- *Programme d'action du gouvernement 2016 2021*
- La Déclaration de Politique Sectorielle « orientations stratégiques 2021 dans le secteur de l'économie numérique »
- La Stratégie et Programme National du Service Universel des Communications Électroniques et de la Poste (PNSU-CEP) 2016-2019, qui nous allons remplacer avec cette politique

Analyse préliminaire du cadre légal



- Le Code du numérique + textes et décrets: un cadre flexible qui permet l'adaptation des politiques en la matière à l'évolution des besoins
- Les dispositions ASU figurent dans les articles 92 à 112 du CdN
- Le décret n°2019 -168 définit les statuts de l'ABSU-CEP.
- Mission de ABSU-CEP est clairement établie.

Manque le décret d'application des dispositions du code relatif à l'ASU (art. 91 à 112)

Analyse préliminaire du cadre institutionnel



- Cadre clair et étayé:
 - MND
 - MCP
 - ADN
 - ABSU-CEP
 - ARCEP
- Gagnerait à inclure le secteur privé au Conseil national d'orientation de l'ABSU-CEP

Propositions pour un décret d'application sur l'ASU



- Catégoriser clairement les services visés ou les mécanismes de leur définition, et les actions d'ASU
- Prévoir les règles de détermination des coûts de l'accès /service universel
- Fixer les normes et le mécanisme qui détermine les montants des contributions, et leur révision pour l'adapter aux besoins évalués
- Prévoir un mécanisme de la compensation des obligations en matière d'accès universel aux services « Pay or Play » et des mécanismes alternatifs de financement comme les PPP

Propositions pour un décret d'application sur l' ASU (2)



- Rendre plus transparente et publique la procédure de collecte des fonds et leur transfert à l'ABSU CEP et décrire les relations et les procédures entre l'ARCEP et l'ABSU CEP relatives à la collecte des fonds des opérateurs et leur transmission à l'ABSU-CEP
- Renforcer la consultation publique, d'inclusion numérique et d'approche participative comme les principes et mesures associées à la viabilité des projets
- Inclure la possibilité de prendre des mesures complémentaires dans d'autre secteurs ex. énergie/contenus/formation

- **Le code et ses textes d'applications ainsi que la mise en œuvre par l'ARCEP sont plutôt positifs** (cf. le régime d'autorisation ou de déclaration pour les réseaux n'utilisant pas de fréquences, les récentes analyses fixant les obligations des opérateurs dominants sur les marchés pertinents, la publication d'un catalogue d'interconnexion et d'accès par BTI, la mise en œuvre d'une plateforme cartographie des infrastructures en partage disponibles au Bénin etc.).
- **Tous les outils et dispositions nécessaires existent** dans le Code afin de « renforcer les pratiques de réglementation de la concurrence, y compris un traitement équitable et transparent de tous les acteurs du marché, appliquer des restrictions sur les comportements anticoncurrentiels», y compris certaines compétences ex post.

Propositions pour renforcer le rôle du marché et les investissements privés



- Faire une **analyse de la gestion du spectre** au regard des impératifs d'accès /service universel
- Réfléchir sur un **cadre réglementaire habilitant et approprié pour favoriser le développement des réseaux communautaires** offrant électricité et accès à internet dans les zones rurales les plus défavorisées et/ou reculées (licence « lights » ; fréquences gratuites etc.)
- **Évaluer la restriction au déploiement de fibre optique** dans les cahiers des charges des opérateurs mobiles et des FAI au déploiement d'infrastructures de transmission de fibre optique réservé en priorité à Bénin Télécom (Infrastructures);
- Promouvoir et **inciter plus le partage d'infrastructures, actives et passives,** ainsi que les infrastructures alternatives. Mise en place de **la pratique du « one dig »**, des travaux de génie civil pour réduire les coûts de déploiement des réseaux haut débit.

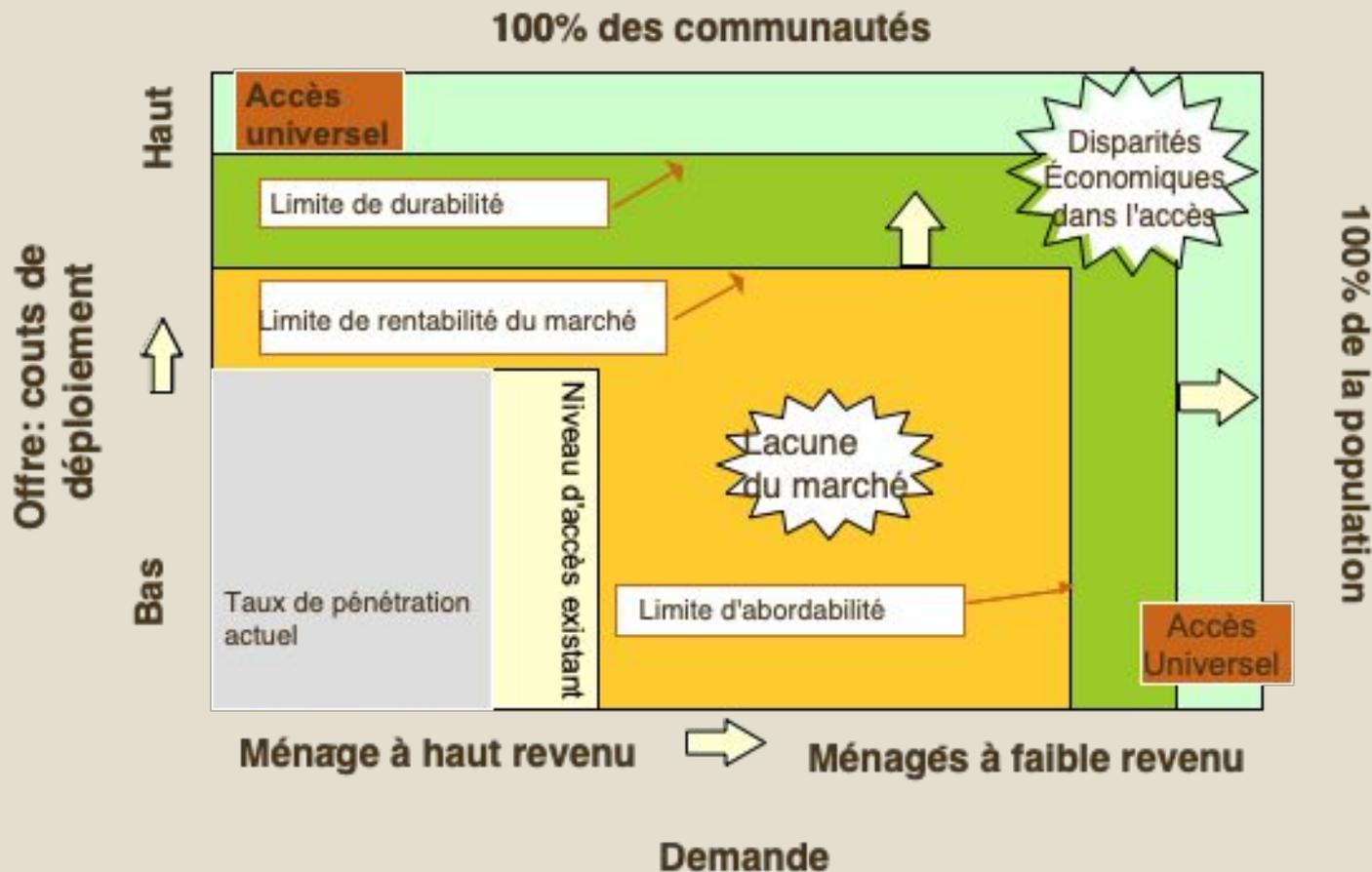


Analyse préliminaire sur la politique et stratégie d'accès universel

Définition: L'Accès Universel est défini ici comme l'accès de 90% de la population de 10 ans et plus.

Cette définition a été adoptée par les équipes de l'A4AI et de la Banque Mondiale dans le cadre de l'initiative Digital Infrastructure Moonshot for Africa de la Banque Mondiale. Plus de précision se trouvent ici: [Connecter l'Afrique via la large bande: Une stratégie pour doubler la connectivité à l'horizon 2021 et atteindre l'accès universel à horizon 2030.](#)

Cadre Analytique, Le concept d' "écart"



Analyse des disparités d'accès: concepts



Lacunes de Marché= Les lieux où il est possible de fournir internet de façon profitable

- Obstacles non-économiques
- Evolutions des technologies et conditions de marché

Disparités économiques dans l'accès = Lieux dans lesquels les conditions du marché limitent le développement commercial

- Coûts élevés, emplacements éloignés, faibles revenus
- Limites d'efficacité du marché

Limite de Durabilité

- Les subventions ponctuelles se traduisent par un service durable
- Au delà, des subventions permanentes pourraient être nécessaires

Politiques pour un marché plus concurrentiel



- Des mesures de **renforcement de la réglementation** peuvent améliorer les performances du marché et l'abordabilité. Par ex: améliorer **l'effectivité de la concurrence et promouvoir des pratiques équitables et efficaces** tel que le **partage d'infrastructures**
- Notre modèle estime que les mesures stratégiques et réglementaires dans ces domaines **peuvent permettre de stimuler jusqu'à 212 millions de dollars de nouveaux investissements privés d'ici 2030** sur le marché des TICs en République du Bénin.

Politiques pour un marché plus concurrentiel (2)



- Mesures pour **faciliter l'entrée sur le marché des télécommunications (gros et détail)** tel que: licences plus compétitives, flexibles et rationalisées, y compris des licences unifiées, et des politiques de gestion du spectre plus libérales et dynamiques.
- Permettre et promouvoir des opérateurs **de réseaux communautaires et à but non lucratif** qui cherchent à offrir des services dans les régions faiblement couvertes.
- Prendre des initiatives réglementaires proactives afin de **promouvoir le partage d'infrastructures actives et passives** du réseau
- **Des "partenariats public-privé"** pour installer ou étendre la capacité de réseau de fibre optique là où le besoin se fait sentir.
- **Renforcer la saine concurrence par la réglementation:** le traitement équitable et transparent de tous les acteurs et restreindre les comportements anti-concurrentiels.

Mesures stratégiques pour la réduction des coûts et des risques liés à l'entrée et l'investissement sur le marché



- Il y a 3 types de charges et les frais qui augmentent les coûts, réduisent la propension à investir et répercutent les prix au consommateur
 - frais réglementaires pour l'usage de spectre,
 - coûts locaux pour les droits de passage, et
 - diverses taxes imposées au secteur.

- Au Bénin, nous estimons que les réformes politiques dans ces domaines pourraient **générer jusqu'à 56 millions de dollars en nouveaux investissements dans le secteur d'ici 2030.**

Mesures stratégiques pour la réduction des coûts et des risques liés à l'entrée et l'investissement sur le marché (2)



- Droits de **licence et de spectre pour les nouveaux entrants raisonnables** ; réduire les frais là où il y a c'est possible et éviter les enchères de spectres ou droit de licence qui augmentent artificiellement les coûts des entrées.
- Évaluer utilisation **du spectre exempt de licence** (p/les technologies innovantes qui ciblent les communautés défavorisées).
- Accès raisonnable et à **faible coût aux droits de passage, procédures et des règlements rationalisés et simplifiés**, éviter les restrictions par autorités locales.
- **Réduire les tarifs et taxes liés aux importations** des équipements et services de télécommunication, spécialement pour les équipements essentiels

- Accroître et renforcer l'usage des TICs dans le pays à travers des **investissements directs dans le développement de services et de l'administration numérique**

Nous estimons que **86 millions de dollars de l'investissement total pour l'accès universel au Bénin peuvent être affectés à ces programmes.**

- **Déploiement services e-gov et connecter les institutions publiques:** écoles, structures de santé, etc dans les zones non-desservies.
- **Développement des contenus, applications et services e-gov.** (y compris le e-edu, e-santé et services publics), via partenariats avec ministères et agences, organisations privées et à but non lucratif.

Initiatives pour abordabilité, contenus et compétences de la population



Pour **améliorer l'abordabilité** et **réduire les disparités de genre**, développer des **adoption et utilisation**, développer les **compétences** en TICs ainsi que la **sensibilisation** de ceux accèderont pour la première fois.

- **programmes de stimulation de la demande:** compétences numériques, contenus et services en collaboration avec les projets d'e-gouvernement et du Fond de Service Universel. Partenariats avec les entreprises et incubateurs du secteur des TICs.
- attention particulière **aux femmes et aux filles, aux populations démunies marginalisées et rurales.**

Politique, principes et objectifs du Fonds de Service Universel



FSU s'ajoute aux autres stratégies précédemment mentionnées pour canaliser des ressources supplémentaires vers la croissance du secteur avec une attention particulière sur les **zones non rentables, principalement les zones rurales ainsi que sur les populations défavorisées et/ou à faible revenus.**

En tenant compte des impacts anticipés des autres priorités stratégiques, nous estimons qu'il sera nécessaire d'apporter **146-millions de USD de subventions au Fonds de Service Universel d'ici 2030** pour atteindre les objectifs de service universel au Bénin.

Politique, principes et objectifs du Fonds de Service Universel (2)



Les principes clés et objectifs:

- La contribution du Fonds doit être **raisonnable et équitable pour tous les acteurs du marché.**
- Le Fonds doit **uniquement servir à financer les projets qui ne seraient pas commercialement rentables** sans soutien, et uniquement dans la mesure nécessaire pour atteindre la rentabilité.
- Les projets soutenus par le Fonds doivent être sélectionnés au terme d'**appels d'offres équitables et transparents**, entre acteurs qualifiés du marché.

Politique, principes et objectifs du Fonds de Service Universel (3)



Les projets du Fonds peuvent:

- **subventionner déploiement et opération des infrastructures et services**, ainsi que la mise en place **d'accès publics**: télécentres, WIFI public, etc.
- Appuyer la **mise à jour des infrastructures de la Poste du Bénin** pour qu'elle puisse **offrir plus accès aux TICs** aux populations.
- améliorer **l'abordabilité des équipements** au travers de subventions et de partenariats avec les fabricants.

Tous les projets financés par le fonds doivent **intégrer l'équité genre dans** pour assurer aux femmes un accès équitable et abordable aux technologies.

Travail en Sous-Groupes

Indications pour le travail de sous-groupes



- Assurer que chaque groupe inclut des membres de tous les secteurs (public, privé, soc. civile)
- Choisir un/e rapporteur
- Discuter et répondre à chaque question et/ou thème ci dessous
- Préparer collectivement un résumé de vos discussion qui sera présenté en plénière



La coalition A4AI-Benin

A4AI-Bénin: Définition et Objectifs



- **Espace de dialogue multisectoriel** participatif
- Pour participer a la **conception et appuyer la mise en œuvre** des politiques, stratégie et plan d action ASU
- Plateforme de dialogue, qui permettra de :
 - s'informer mutuellement
 - comprendre les intérêts et perspectives de tous les acteurs
 - construire une vision commune
 - assurer la participation et soutien pour la mise en œuvre de l'ASU.
 - espace d'apprentissage collectif et d'ouverture à de nouvelles opportunités de collaboration

A4AI-Bénin: Définition et Objectifs (2)



- plateforme de dialogue **ouverte**
- toute personne intéressé peut **être membre**. Suffira de faire la demande remplissant un formulaire en ligne
- **individuelle et institutionnelle** (représentant permanent / préciser opinion propre ou de l'institution)
- **les participants devront:** contribuent aux discussions, cherchent ensemble des propositions consensuelles, discuter les texte proposés et proposer des solutions et appuyer la mise en œuvre selon les modalités à définir collectivement

A4AI-Bénin: Définition et Objectifs (3)



- A4AI assurera le secrétariat de la coalition: propositions de plan travail et agendas, qui seront discutés et validés par les participants de la coalition qui pourrait faire leurs apports additionnels.
- Toutes les propositions pertinentes seront prises en compte, priorisation des options discutées pourra être proposée
- Échanges en réunions présentielle périodiques et de façon permanente à travers au sein d'un groupe de discussion virtuel
- Des règles claires seront proposées pour faciliter le dialogue virtuel de la manière la plus efficace possible.



Merci!



The A4AI Team

a4ai.org

[@a4a_internet](https://twitter.com/a4a_internet)